

schen Initiative. Sie ist das Ergebnis der Finanzkrise, die auch die Schweiz an den Rand des Abgrunds gebracht hat. Ich möchte insbesondere an die Adresse der Kolleginnen und Kollegen von der CVP sagen: Wenn Sie Ihre Bonussteuer retten wollen, die Sie im Zusammenhang mit der Abzocker-Initiative im Ständerat eingebracht haben und die tendenziell mehrheitsfähig ist – im Moment im Nationalrat nicht –, dann müssen Sie jetzt dieser parlamentarischen Folge geben, weil das der einzige Weg ist, um Ihr eigenes Anliegen der Bonussteuer im Rennen zu halten.

Ich bitte den Rat, Folge zu geben.

Baumann J. Alexander (V, TG): Herr Kollege Fehr, Sie haben davon gesprochen, dass «man» jetzt nicht mehr von Bankiers spreche, sondern von Abzockern. Können Sie nicht sagen, dass «einzelne» oder «Teile der Bevölkerung» heute so sprechen? Es sind nicht alle.

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Aber viele, Herr Baumann, sehr viele tun das. Das haben sich die Bankiers selber zuzuschreiben. Sie haben ihren guten Ruf selber zerstört.

Favre Charles (RL, VD), pour la commission: L'initiative parlementaire qui nous est soumise aujourd'hui a été déposée en décembre 2008. Elle demande une modification de la loi sur les banques, de façon à ce qu'elle contienne des principes relatifs à la politique de bonification dans les banques, et ceci en introduisant les quatre principes suivants.

1. La rémunération des employés de la banque ne doit pas comprendre de mécanisme incitant à accroître les risques.
2. Les organes de surveillance et la direction opérationnelle doivent être rémunérés par des montants fixes.
3. Le système de rémunération des banques doit être approuvé par la Commission fédérale des banques ou par la FINMA.
4. Les atteintes aux obligations fixées par la commission ou par la FINMA conduisent immédiatement au retrait de l'autorisation pour la banque d'exercer son activité.

Quelles ont été les considérations de la majorité de la commission pour vous demander aujourd'hui de ne pas donner suite à cette initiative parlementaire?

Tout d'abord, premier élément, je l'ai dit, cette initiative parlementaire a été déposée en décembre 2008, donc au plus fort de la crise, avec notamment les excès en matière de bonus. Or, depuis cette date, des choses ont été faites. On peut bien sûr estimer que ce n'est peut-être pas suffisant, mais des choses ont tout de même été faites, notamment avec la FINMA qui a mis en vigueur sa circulaire sur les systèmes de rémunération, circulaire datant de novembre 2009. Quel est le but de cette circulaire? Un but a justement été présenté par l'auteure de l'initiative, à savoir éviter que les rémunérations poussent à la prise de risques excessifs. Cette circulaire établit une dizaine de principes, en ayant notamment l'intelligence de faire la différenciation entre petites et grandes banques, et avec les assurances, en instituant le fait que les rémunérations variables doivent être basées sur le succès à long terme de l'entreprise et sur la prise de risques. On voit donc qu'on maintient le système de la part variable, mais on le cadre quelque peu.

Ensuite, en ce qui concerne le sommet de la hiérarchie, là où se sont essentiellement posés les problèmes des bonus, les versements variables doivent être différés dans le temps pour justement éviter d'avoir des banques qui courrent vers des résultats à court terme.

De plus, une transparence accrue est exigée par la publication d'un rapport sur les diverses rémunérations. En vertu de cette directive, la FINMA peut même édicter des mesures complémentaires. Alors, pour savoir si cela est suffisant ou non, un rapport sur la mise en oeuvre de ces différentes mesures est prévu pour la fin avril 2011.

Cette voie, à savoir celle de la circulaire de la FINMA, a l'avantage d'être rapide puisqu'elle évite le processus parlementaire, qui est relativement lent. Cette directive est donc en application depuis le 1er janvier 2010. De plus, ce sys-

tème relativement souple de la circulaire permet des adaptations si on voit qu'il est insuffisant.

A part cet outil que représente la circulaire de la FINMA, nous aurons l'occasion de nous exprimer sur les bonus, notamment sur leur contrôle par le biais de l'assemblée générale des actionnaires, au travers de tout le débat dans le cadre de l'initiative Minder et de son contre-projet; je ne reviens pas sur cette saga.

Si l'on examine d'un peu plus près les propositions de l'auteure de l'initiative, on voit que celle qui figure au chiffre 1, à savoir que la rémunération des employés de la banque ne doit pas comprendre de mécanisme incitant à accroître les risques, est réalisée par la circulaire de la FINMA.

Le chiffre 2, à savoir que les organes de surveillance et la direction opérationnelle doivent être rémunérés par des montants fixes, nous paraît extrême, car il va tout simplement pousser à l'augmentation de la rémunération fixe des personnes à la tête des établissements. De plus, que les résultats de l'établissement soient bons ou mauvais, la rémunération fixe sera versée.

Le chiffre 4 de l'initiative prévoit le retrait automatique pour une banque de l'autorisation d'exercer son activité en cas d'atteintes aux obligations fixées par la commission ou par la FINMA. Il est nécessaire d'avoir une proportionnalité entre les erreurs commises et la décision de retrait de l'autorisation d'exercer. Le retrait automatique de l'autorisation d'exercer est une mesure qui semble parfois disproportionnée.

Ce sont les raisons pour lesquelles la commission, par 16 voix contre 9, vous propose de ne pas donner suite à cette initiative.

Vous avez entendu les arguments de la minorité. Elle reproche à la circulaire de la FINMA d'être trop souple et de permettre qu'aujourd'hui encore des bonus soient versés. Elle demande la prise de mesures fortes, justement avec le poids d'une décision législative.

En conclusion, je vous demande de soutenir la proposition de la majorité de votre commission de ne pas donner suite à cette initiative parlementaire.

**Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 08.524/5265)**

Für Folgegeben ... 59 Stimmen
Dagegen ... 86 Stimmen

09.486

**Parlamentarische Initiative
Graf-Litscher Edith.
Lobbying und Transparenz
im Bundeshaus**

**Initiative parlementaire
Graf-Litscher Edith.
Lobbying au Palais fédéral.
Transparence**

Vorprüfung – Examen préalable

Einreichungsdatum 24.09.09

Date de dépôt 24.09.09

Bericht SPK-NR. 04.02.11

Rapport CIP-CN 04.02.11

Nationalrat/Conseil national 16.03.11 (Vorprüfung – Examen préalable)

Antrag der Mehrheit

Der Initiative keine Folge geben

Antrag der Minderheit

(Tschümperlin, Heim, Hodgers, Leuenberger-Genève,

Marra, Roth-Bernasconi, Schenker Silvia, Stöckli, Zisyadis)

Der Initiative Folge geben



Proposition de la majorité

Ne pas donner suite à l'initiative

Proposition de la minorité(Tschümperlin, Heim, Hodgers, Leuenberger-Genève, Marra, Roth-Bernasconi, Schenker Silvia, Stöckli, Zisyadis)
Donner suite à l'initiative

Graf-Litscher Edith (S, TG): Lobbying und Transparenz sind gerade in einem Wahljahr wichtige Themen. Was bezwecke ich mit meiner parlamentarischen Initiative «Lobbying und Transparenz im Bundeshaus»? Heute gibt es keine Regelung für die Lobbyistenarbeit im Bundeshaus. Mit meiner parlamentarischen Initiative möchte ich zwei Ziele erreichen:
 1. Ich bin der Ansicht, in einer demokratischen Gesellschaft habe die Bevölkerung ein Anrecht zu wissen, welche Personen praktisch uneingeschränkt Zutritt zum Parlamentsgebäude haben.

2. Ich erachte es als notwendig und zweckmäßig, gesetzliche Bestimmungen zu schaffen, wie der Zugang von Lobbyisten zum Parlamentsgebäude und die Akkreditierung von Lobbyisten zu regeln sind.

Im Parlamentsgesetz, das am 13. Dezember 2002 verabschiedet worden ist, wird in Artikel 69 das Hausrecht geregelt. Gemäss Absatz 2 dieses Artikels kann jedes Ratsmitglied für je zwei Personen, die für eine bestimmte Zeit Zutritt zu den nichtöffentlichen Teilen des Parlamentsgebäudes wünschen, eine Zutrittskarte ausstellen lassen. Diese Personen und ihre Funktionen werden heute in ein öffentlich einsehbares Register eingetragen, sie sind jedoch auf dem Internet unter www.parlament.ch nicht einsehbar.

In verschiedenen Gesprächen mit Ratskolleginnen und Ratskollegen habe ich festgestellt, dass sie keinen Handlungsbedarf für eine gesetzliche Regelung für den Zugang von Lobbyisten sehen, jedoch grosse Bedenken haben, dass die ohnehin schon stark belegte Wandelhalle durch die Akkreditierung von Lobbyisten bald total verstopt sein wird. Meine Forderung nach mehr Transparenz stieß jedoch auf fruchtbaren Boden und breite Zustimmung. Ich habe aus der Verwaltungsdelegation positive Zeichen erhalten, dass mein Anliegen bezüglich mehr Transparenz für das bestehende Götti/Gotte-Zutrittssystem von maximal 492 Zutrittsausweisen umgesetzt werden soll und dass diese Personen mit einer aussagefähigen Funktionsbezeichnung zu Beginn der neuen Legislatur in ein öffentlich einsehbares Register eingetragen werden sollen. Dieses wird dann auch auf dem Internet unter www.parlament.ch für die Öffentlichkeit zugänglich gemacht. Dabei soll jedes Parlamentsmitglied für die korrekte Bezeichnung der Funktion verantwortlich sein, damit für die Öffentlichkeit klar und transparent ist, an welche zwei Personen die gewählten Mitglieder im National- und Ständerat ihre zwei Zutrittskarten vergeben haben.

Aufgrund dieser Sachlage ziehe ich meine parlamentarische Initiative heute zurück.

Präsident (Walter Hansjörg, erster Vizepräsident): Frau Graf-Litscher hat ihre parlamentarische Initiative zurückgezogen. Die Kommissionssprecher kommen somit nicht zum Einsatz.

Zurückgezogen – Retiré

09.488

Parlamentarische Initiative**Prelicz-Huber Katharina.
Entkriminalisierung von Cannabis**

**Initiative parlementaire
Prelicz-Huber Katharina.
Dépénalisation du cannabis**

*Vorprüfung – Examen préalable*Einreichungsdatum 24.09.09Date de dépôt 24.09.09Bericht SGK-NR 20.01.11Rapport CSSS-CN 20.01.11

Nationalrat/Conseil national 16.03.11 (Vorprüfung – Examen préalable)

Antrag der Mehrheit

Der Initiative keine Folge geben

Antrag der Minderheit

(Goll, Fehr Jacqueline, Prelicz-Huber, Rechsteiner Paul, Rielle, Rossini, Schenker Silvia)

Der Initiative Folge geben

Proposition de la majorité

Ne pas donner suite à l'initiative

Proposition de la minorité

(Goll, Fehr Jacqueline, Prelicz-Huber, Rechsteiner Paul, Rielle, Rossini, Schenker Silvia)

Donner suite à l'initiative

Präsident (Walter Hansjörg, erster Vizepräsident): Der Antrag der Minderheit wird von Frau Silvia Schenker vertreten.

Prelicz-Huber Katharina (G, ZH): Mit meinem Anliegen will ich eine Änderung des Betäubungsmittelgesetzes erreichen, und zwar sollen der Konsum von Hanf sowie der Besitz und der Erwerb für den Eigenbedarf straffrei sein. Es sollen auch Vorschriften über den Anbau, die Herstellung, die Ein- und Ausfuhr sowie den Handel mit Hanf geschaffen werden, und es soll dem Jugendschutz angemessen Rechnung getragen werden.

Zur Begründung: Eigentlich macht sowohl sachlich wie auch medizinisch und wissenschaftlich betrachtet eine Kriminalisierung von Cannabis keinen Sinn. Der Bundesrat hat bereits in seiner Vorlage aus dem Jahr 2001 festgehalten, dass eine Kriminalisierung keinen Sinn mache, sondern dass man auf eine Legalisierung setzen müsse. Sie haben das jetzt auch im neuen Leitbild des Bundesamtes für Gesundheit wieder gesehen. Zudem haben Sie Briefe von der Arbeitsgemeinschaft für risikoarmen Umgang mit Drogen und von der Schweizerischen Gesellschaft für Suchtmedizin erhalten, die das Gleiche postulieren.

Ein wichtiger Grund für die Ablehnung der Hanf-Initiative 2008 war, dass dieses Anliegen nicht in die Verfassung aufgenommen werden sollte. Der jetzige Vorstoss würde das Thema auf Gesetzebene regeln.

Hanf ist eine alte Schweizer Kulturpflanze, die intensiv angepflanzt wurde, weil sie unter anderem pflegeleicht ist und quasi überall angepflanzt werden kann. Noch heute wird sie vielseitig genutzt, beispielsweise für Schnüre, für Kleidung, für Kosmetika oder auch für Bier. Vor dem Verbot in den Siebzigerjahren war auch der Konsum in der Schweiz normal. Das «Appenzeller Pfiffeli» zeugt davon; das ist ein «Hanf-Pfiffeli». Hanf war eben oft billiger als Wein und gerade für die Bauern ein billiger Ersatz. Trotz des Verbots gab es in den letzten zwanzig Jahren statt einer Abnahme eine deutliche Zunahme des Konsums von Cannabis. Nicht nur Jugendliche rauchen einen Joint, auch meine Generation tut dies. Wir sprechen von etwa einer Million Konsumenten und Konsumentinnen, denn Cannabis ist wie Alkohol auch ein

